

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

n. 991

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**

(MARTINO)

di concerto col **Ministro dell'interno**

(MARONI)

col **Ministro di grazia e giustizia**

(BIONDI)

e con il **Ministro della difesa**

(PREVITI)

(V. Stampato Camera n. 1017)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta dell'11 ottobre 1994

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 12 ottobre 1994*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale
contro il reclutamento, l'utilizzazione, il finanziamento e
l'istruzione di mercenari, adottata dall'Assemblea Generale
delle Nazioni Unite a New York il 4 dicembre 1989

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale contro il reclutamento, l'utilizzazione, il finanziamento e l'istruzione di mercenari, adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite a New York il 4 dicembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 19 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. Chiunque, avendo ricevuto un corrispettivo economico o altra utilità o avendone accettato la promessa, combatte in un conflitto armato nel territorio comunque controllato da uno Stato estero di cui non è cittadino ed ove non è stabilmente residente, senza far parte delle forze armate di una delle Parti del conflitto o essere inviato in missione ufficiale quale appartenente alle forze armate di uno Stato estraneo al conflitto, è punito, se il fatto non costituisce più grave reato, con la reclusione da due a sette anni.

2. Chiunque, avendo ricevuto un corrispettivo economico o avendone accettato la promessa, partecipa ad un'azione, preordinata e violenta, diretta a mutare l'ordine costituzionale o a violare l'integrità territoriale di uno Stato estero di cui non è cittadino ed ove non è stabilmente residente, senza far parte delle forze armate dello Stato ove il fatto è commesso nè essere

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

stato inviato in missione ufficiale da altro Stato, è punito, per la sola partecipazione all'atto, se il fatto non costituisce più grave reato, con la reclusione da tre a otto anni.

Art. 4.

1. Chiunque recluta, utilizza, finanzia o istruisce delle persone al fine di far loro commettere alcuni dei fatti previsti nell'articolo 3 è punito, se il fatto non costituisce più grave reato, con la reclusione da quattro a quattordici anni.

Art. 5.

1. Non è punibile chi ha commesso alcuni dei fatti previsti dalla presente legge con l'approvazione del Governo, se adottata in conformità agli obblighi derivanti da trattati internazionali.

Art. 6.

1. È punito secondo la legge italiana:

a) il cittadino che commette all'estero un reato previsto dagli articoli 3 e 4, salvo che ne venga concessa o accettata l'estradizione;

b) lo straniero che commette all'estero un reato previsto dagli articoli 3 e 4 esclusivamente nel caso in cui si trovi nel territorio dello Stato e non ne sia stata concessa o accettata l'estradizione.

Art. 7.

1. L'articolo 244 del codice penale è così modificato:

a) nel primo comma le parole: «cinque a dodici anni» sono sostituite dalle seguenti: «sei a diciotto anni»;

b) nel secondo comma le parole: «due a otto anni» e «tre a dieci anni» sono rispettivamente sostituite dalle seguenti: «tre a dodici anni» e «cinque a quindici anni».

2. Nel primo comma dell'articolo 288 del codice penale le parole: «tre a sei anni» sono sostituite dalle seguenti: «quattro a quindici anni».

Art. 8.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation,
le financement et l'instruction de mercenaires

Les Etats parties à la présente Convention,

Réaffirmant les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies,

Sachant que des mercenaires sont recrutés, utilisés, financés et instruits pour des activités qui violent des principes du droit international tels que ceux de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des Etats ainsi que de l'autodétermination des peuples,

Affirmant que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires doivent être considérés comme des infractions qui préoccupent vivement tous les Etats et que toute personne ayant commis l'une quelconque de ces infractions doit être traduite en justice ou extradée,

Convaincus de la nécessité de développer et de renforcer la coopération internationale entre les Etats en vue de prévenir, de poursuivre et de réprimer de telles infractions,

Préoccupés par les nouvelles activités internationales illicites liant les trafiquants de drogues et les mercenaires dans la perpétration d'actes de violence qui sapent l'ordre constitutionnel des Etats,

Convaincus également que l'adoption d'une convention contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires contribuerait à l'élimination de ces activités répréhensibles et, par conséquent, au respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies,

Conscients que les questions qui ne sont pas réglées par une telle convention continuent d'être régies par les règles et les principes du droit international,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention,

1. Le terme "mercenaire" s'entend de toute personne :

a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé;

b) Qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie;

c) Qui n'est ni ressortissante d'une partie au conflit, ni résidente du territoire contrôlé par une partie au conflit;

d) Qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit; et

e) Qui n'a pas été envoyée par un Etat autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit Etat.

2. Le terme "mercenaire" s'entend également, dans toute autre situation, de toute personne :

a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour prendre part à un acte concerté de violence visant à :

i) Renverser un gouvernement ou, de quelque autre manière, porter atteinte à l'ordre constitutionnel d'un Etat; ou

ii) Porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un Etat;

b) Qui prend part à un tel acte essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel significatif et est poussée à agir par la promesse ou par le paiement d'une rémunération matérielle;

c) Qui n'est ni ressortissante ni résidente de l'Etat contre lequel un tel acte est dirigé;

d) Qui n'a pas été envoyée par un Etat en mission officielle; et

e) Qui n'est pas membre des forces armées de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a eu lieu.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 2

Quiconque recrute, utilise, finance ou instruit des mercenaires, au sens de l'article premier de la présente Convention, commet une infraction au sens de la Convention.

Article 3

1. Un mercenaire, au sens de l'article premier de la présente Convention, qui prend une part directe à des hostilités ou à un acte concerté de violence, selon le cas, commet une infraction au sens de la Convention.

2. Aucune disposition du présent article ne limite le champ d'application de l'article 4 de la présente Convention.

Article 4

Commet une infraction quiconque :

a) Tente de commettre l'une des infractions définies dans la présente Convention;

b) Se rend complice d'une personne qui commet ou tente de commettre l'une des infractions définies dans la présente Convention.

Article 5

1. Les Etats parties s'engagent à ne pas recruter, utiliser, financer ou instruire de mercenaires et à interdire les activités de cette nature conformément aux dispositions de la présente Convention.

2. Les Etats parties s'engagent à ne pas recruter, utiliser, financer ou instruire de mercenaires en vue de s'opposer à l'exercice légitime du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination tel qu'il est reconnu par le droit international et à prendre, conformément au droit international, les mesures appropriées pour prévenir le recrutement, l'utilisation, le financement ou l'instruction de mercenaires à cette fin.

3. Ils répriment les infractions définies dans la présente Convention par des peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions.

Article 6

Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions définies dans la présente Convention, notamment :

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation sur leurs territoires respectifs de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire, y compris des mesures tendant à interdire les activités illégales des individus, groupes ou organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou perpètrent de telles infractions;

b) En coordonnant les mesures administratives et autres à prendre pour prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 7

Les Etats parties collaborent en prenant les mesures nécessaires pour appliquer la présente Convention.

Article 8

Tout Etat partie qui a lieu de croire que l'une des infractions définies dans la présente Convention a été, est ou sera commise fournit aux Etats parties intéressés, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de sa législation nationale, tous renseignements pertinents dès qu'il en a connaissance.

Article 9

1. Chaque Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions définies dans la présente Convention qui sont commises :

a) Sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;

b) Par l'un quelconque de ses ressortissants ou, si cet Etat le juge approprié, par les apatrides qui ont leur résidence habituelle sur son territoire.

2. De même, chaque Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions définies aux articles 2, 3 et 4 de la présente Convention dans le cas où leur auteur présumé se trouve sur son territoire et où ledit Etat ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats mentionnés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation nationale.

Article 10

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction assure, conformément à sa législation, la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures appropriées pour s'assurer de sa personne pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition. Cet Etat partie procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

2. Lorsqu'un Etat partie a, conformément aux dispositions du présent article, mis une personne en détention ou pris toutes autres mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, il en avise sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

a) L'Etat partie où l'infraction a été commise;

b) L'Etat partie qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction;

c) L'Etat partie dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction a la nationalité;

d) L'Etat partie dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, l'Etat partie sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

e) Tout autre Etat partie intéressé qu'il juge approprié d'aviser.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

4. Les dispositions du paragraphe 3 du présent article sont sans préjudice du droit de tout Etat partie ayant établi sa compétence conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 9 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

5. L'Etat qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 1 du présent article en communique rapidement les conclusions aux Etats mentionnés au paragraphe 2 du présent article et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 11

Toute personne contre laquelle une action est intentée pour l'une quelconque des infractions définies dans la présente Convention bénéficie, à tous les stades de la procédure, de la garantie d'un traitement équitable et de tous les droits et garanties prévus par le droit de l'Etat intéressé. Les normes applicables du droit international devraient être prises en compte.

Article 12

L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, est tenu, sans aucune exception, et que l'infraction dont il s'agit ait été ou non commise sur son territoire, de soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de nature grave conformément à la législation de cet Etat.

Article 13

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions définies dans la présente Convention, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives à l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

Article 14

L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, conformément à sa législation, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats intéressés.

Article 15

1. Les infractions définies aux articles 2, 3 et 4 de la présente Convention sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne ces infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent ces infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, les infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 9 de la présente Convention.

Article 16

La présente Convention n'affecte pas :

- a) Les règles relatives à la responsabilité internationale des Etats;
- b) Le droit des conflits armés et le droit international humanitaire, y compris les dispositions relatives au statut de combattant ou de prisonnier de guerre.

Article 17

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat peut, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1990, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.
2. La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 19

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.*

Article 20

1. Tout Etat partie pourra dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 21

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

TRADUZIONE NON UFFICIALECONVENZIONE INTERNAZIONALE CONTRO IL RECLUTAMENTO,
L'UTILIZZAZIONE IL FINANZIAMENTO E L'ISTRUZIONE DI MERCENARIGli Stati Parti alla presente Convenzione,

Ribadendo le finalità ed i principi sanciti dallo Statuto delle Nazioni Unite e dalla Dichiarazione relativa ai principi del diritto internazionale relativa alle relazioni amichevoli ed alla cooperazione tra gli Stati in conformità con lo Statuto delle Nazioni Unite,

Nella consapevolezza che vengono reclutati, utilizzati finanziati e ed istruiti mercenari per attività che violano i principi del diritto internazionale quali l'uguaglianza sovrana, l'indipendenza politica e l'integrità territoriale degli Stati nonché l'autodeterminazione dei popoli,

Affermando che il reclutamento, l'utilizzazione, il finanziamento e l'istruzione di mercenari sono da considerare reati che preoccupano vivamente tutti gli Stati e che ogni persona che abbia commesso uno qualunque di questi reati deve essere tradotta in giustizia o estradata,

Convinti della necessità di sviluppare e di rafforzare la cooperazione internazionale tra gli Stati in vista di prevenire, di perseguire e di reprimere tali reati,

Preoccupati dalle nuove attività internazionali illecite che vedono uniti i trafficanti di droga ed i mercenari nella perpetrazione di atti di violenza che minano l'ordine costituzionale degli Stati,

Convinti altresì che l'adozione di una convenzione contro il reclutamento, l'utilizzazione, il finanziamento e l'istruzione di mercenari contribuirebbe alla eliminazione di tali repressibili attività e di conseguenza al rispetto delle finalità e dei principi sanciti dallo Statuto delle Nazioni Unite,

Consapevoli che le questioni che non sono regolate da tale Convenzione continuano ad essere disciplinate dalle regole e dai principi del diritto internazionale,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

Ai fini della presente Convenzione,

1. L'espressione "mercenario" significa ogni persona:

a) espressamente reclutata nel paese o all'estero per combattere in un conflitto armato;

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) che partecipa alle ostilità essenzialmente in vista di ottenere un vantaggio personale ed alla quale è stata effettivamente promessa, da una parte al conflitto o a nome di quest'ultima, una remunerazione materiale nettamente superiore a quella promessa o pagata a combattenti aventi rango e funzioni analoghe nelle forze armate di detta Parte;

c) che non è cittadina di una parte al conflitto, né residente del territorio controllato da una parte al conflitto

d) che non è membro delle forze armate di una parte al conflitto;

e) che non è stata inviata da uno Stato diverso da una parte al conflitto, in missione ufficiale come membro delle forze armate di tale Stato.

2. L'espressione "mercenario" significa altresì, in ogni altra circostanza, ogni persona:

a) espressamente reclutata nel paese o all'estero per partecipare ad un atto concordato di violenza mirante a:

i) rovesciare un governo o colpire, in qualsiasi altro modo, l'ordine costituzionale di uno Stato; oppure

ii) colpire l'integrità territoriale di uno Stato;

b) che partecipa a tale atto essenzialmente in vista di ottenerne un vantaggio personale significativo ed è spinta ad agire dietro promessa o pagamento di una remunerazione materiale;

c) che non è né cittadina, né residente dello Stato contro il quale tale atto è diretto;

d) che non è stata inviata da uno Stato in missione ufficiale;

e) che non è membro delle forze armate dello Stato sul di cui territorio l'atto ha avuto luogo.

Articolo 2

Chiunque recluti, utilizzi, finanzia o istruisca mercenari ai sensi dell'articolo primo della presente Convenzione, commette reato ai sensi della Convenzione.

Articolo 3

1. Un mercenario ai sensi dell'articolo primo della presente Convenzione, che partecipa direttamente ad ostilità o ad un atto concordato di violenza, a seconda dei casi, commette reato ai sensi della Convenzione.

2. Nessuna disposizione del presente articolo limita la sfera di applicazione dell'articolo 4 della presente Convenzione.

Articolo 4

Commette reato chiunque:

a) tenta di commettere uno dei reati definiti nella presente Convenzione;

b) si rende complice di una persona che commette o tenta di commettere uno dei reati definiti nella presente Convenzione.

Articolo 5

1. Gli Stati parti si impegnano a non reclutare, utilizzare, finanziare o istruire mercenari ed a vietare le attività di tale natura in conformità con le disposizioni della presente Convenzione.

2. Gli Stati parti si impegnano a non reclutare, utilizzare, finanziare o istruire mercenari con lo scopo di fare opposizione all'esercizio legittimo del diritto inalienabile dei popoli all'autodeterminazione così come riconosciuto dal diritto internazionale, ed ad adottare in conformità con il diritto internazionale, appropriati provvedimenti per prevenire il reclutamento, l'utilizzazione, il finanziamento o l'istruzione di mercenari a tal fine.

3. Essi reprimono i reati definiti nella presente Convenzione mediante pene appropriate che tengano conto della natura grave di tali reati.

Articolo 6

Gli Stati parti collaborano alla prevenzione dei reati definiti nella presente Convenzione, innanzitutto:

a) adottando ogni provvedimento possibile al fine di prevenire la preparazione sui loro rispettivi territori di reati destinati ad essere perpetrati all'interno o fuori dal loro territorio, compresi i provvedimenti volti a vietare le attività illecite di individui, gruppi o organizzazioni che incoraggino, fomentino, organizzino o perpetrino tali reati;

b) coordinando i provvedimenti amministrativi ed altri da adottare per prevenire la perpetrazione di questi reati.

Articolo 7

Gli Stati parti collaborano nell'adottare i provvedimenti necessari per applicare la presente Convenzione

Articolo 8

Ogni Stato Parte che ha luogo di ritenere che uno dei reati definiti nella presente Convenzione è stato, è o sarà commesso, fornisce agli Stati Parti interessati, direttamente o tramite il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, in conformità con le disposizioni della sua legislazione nazionale ogni informazione pertinente non appena ne sia venuto a conoscenza.

Articolo 9

1. Ciascuno Stato parte adotta i provvedimenti necessari per determinare la propria competenza al fini di giudicare i reati definiti nella presente Convenzione commessi:

a) sul suo territorio o a bordo di una nave o di un aeromobile immatricolato in detto Stato;

b) da uno qualsiasi dei suoi cittadini, o qualora questo Stato lo ritenga appropriato, dagli apolidi che hanno la loro residenza abituale sul suo territorio.

2. Allo stesso modo, ciascun Stato Parte adotta i provvedimenti necessari per istituire la sua competenza al fine di giudicare i reati definiti agli articoli 2, 3 e 4 della presente Convenzione qualora il loro presunto autore si trovi sul suo territorio e qualora tale Stato non lo estradi verso uno qualunque degli Stati menzionati al paragrafo 1 del presente articolo.

3. La presente Convenzione non esclude una competenza penale esercitata in virtù della legislazione nazionale.

Articolo 10

1. Qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino, ogni Stato Parte sul di cui territorio si trova l'autore presunto del reato, provvede in conformità con la sua legislazione, alla detenzione di questa persona ovvero adotta ogni altro adeguato provvedimento per trattenerlo in fermo durante il periodo necessario per l'inizio di un'azione penale o di una procedura di estradizione. Questo Stato parte procede immediatamente ad una inchiesta preliminare in vista di stabilire i fatti.

2. Quando uno Stato parte, in conformità con le disposizioni del presente articolo, ha posto una persona in detenzione o adottato ogni altro provvedimento di cui al paragrafo 1 del presente articolo, esso ne avvisa senza ritardo direttamente o tramite il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite:

a) lo Stato parte in cui il reato è stato commesso;

b) lo Stato parte che è stato oggetto del reato o del tentativo di reato;

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

c) lo Stato parte di cui la persona fisica o giuridica che è stata oggetto del reato o del tentativo di reato ha la cittadinanza;

d) lo Stato parte di cui il presunto autore del reato ha la nazionalità o, se quest'ultimo è apolide, lo Stato parte sul di cui territorio esso ha la sua residenza abituale;

e) Ogni altro Stato parte interessato che riterrà opportuno avvisare.

3. Ogni persona nei confronti della quale sono stati adottati i provvedimenti di cui al paragrafo 1 del presente articolo ha diritto:

a) di comunicare senza indugio con il rappresentante qualificato più vicino dello Stato di cui ha la cittadinanza o che è in altro modo abilitato a proteggere i suoi diritti, oppure se si tratta di una persona apolide, con lo Stato sul cui territorio essa ha la sua abituale residenza;

b) di ricevere la visita di un rappresentante di questo Stato.

4. Le disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo non pregiudicano il diritto di ogni Stato parte che ha stabilito la sua competenza in conformità con il capoverso b) del paragrafo 1 dell'articolo 9 di invitare il Comitato Internazionale della Croce Rossa a comunicare con il presunto autore del reato ed a visitarlo.

5. Lo Stato che procede all'inchiesta preliminare di cui al paragrafo 1 del presente articolo ne comunica rapidamente le conclusioni agli Stati di cui al paragrafo 2 del presente articolo ed indica loro se intende esercitare la sua competenza.

Articolo 11

Ogni persona contro cui è intentata un'azione legale per uno qualsiasi dei reati definiti nella presente Convenzione beneficia, a tutti gli stadi della procedura, della garanzia di un trattamento equo e di tutti i diritti e garanzie previsti dal diritto dello Stato interessato. Si dovrà tener conto delle norme applicabili del diritto internazionale.

Articolo 12

Lo Stato parte sul cui territorio è scoperto il presunto autore del reato, qualora non estradi quest'ultimo, è tenuto, senza alcuna eccezione ed a prescindere dal fatto se il reato in questione sia stato commesso o meno sul suo territorio, a sottoporre il caso alle sue autorità competenti per l'esercizio dell'azione penale, secondo una procedura conforme alla legislazione di questo Stato. Queste autorità prendono una decisione nelle stesse condizioni come per ogni altro reato di natura grave, in conformità con la legislazione di questo Stato.

Articolo 13

1. Gli Stati parti si concedono l'assistenza giudiziaria più ampia possibile in ogni procedura penale relativa ai reati definiti nella presente Convenzione, compreso per quanto concerne la comunicazione di tutti gli elementi di prova di cui dispongono e che sono necessari ai fini della procedura. In tutti i casi la legge applicabile per l'esecuzione di una domanda di assistenza reciproca è quella dello Stato richiesto.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non pregiudicano gli obblighi relativi all'assistenza giudiziaria reciproca previsti in ogni altro trattato.

Articolo 14

Lo Stato parte nel quale un'azione penale è stata intentata contro il presunto autore del reato ne comunica in conformità con la sua legislazione, il risultato definitivo al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che ne informa gli altri Stati interessati.

Articolo 15

1. I reati di cui agli articoli 2, 3 e 4 della presente Convenzione sono a pieno titolo compresi come casi di estradizione in ogni trattato di estradizione stipulato tra Stati parti. Gli Stati parti si impegnano ad includere questi reati come casi di estradizione in ogni Trattato di estradizione da stipulare tra di loro.

2. Se uno Stato parte che subordina l'extradizione all'esistenza di un trattato è investito di una domanda di estradizione proveniente da un altro Stato parte al quale non è vincolato da un trattato di estradizione, esso ha facoltà di considerare la presente Convenzione come base giuridica dell'extradizione per quanto riguarda questi reati. L'extradizione è subordinata alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

3. Gli Stati parti che non subordinano l'extradizione all'esistenza di un Trattato riconoscono questi reati come casi di estradizione tra di loro alle condizioni previste dalla legislazione dello Stato richiesto.

4. Tra Stati parti, i reati sono considerati ai fini dell'extradizione come essendo stati commessi sia sul luogo della loro perpetrazione che sul territorio degli Stati tenuti a stabilire la loro competenza in virtù dell'articolo 9 della presente Convenzione.

Articolo 16

La presente Convenzione non pregiudica:

a) le regole relative alla responsabilità internazionale degli Stati;

b) il diritto dei conflitti armati ed il diritto internazionale umanitario, comprese le disposizioni relative allo statuto di combattente o di prigioniero di guerra.

Articolo 17

1. Ogni controversia tra due o più Stati parti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione che non è regolata per via negoziale è sottoposta ad arbitrato, su richiesta di uno di essi. Se nei sei mesi successivi alla data della richiesta di arbitrato, le parti non pervengono ad un accordo sulla organizzazione dell'arbitrato, una qualunque tra di loro può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di Giustizia, depositando un ricorso in conformità con lo statuto della Corte.

2. Ogni Stato può, nel momento in cui firma la presente Convenzione, la ratifica o vi aderisce, dichiarare che non si considera vincolato dalle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo. Gli altri Stati parti non sono vincolati da tali disposizioni nei confronti di uno Stato parte che ha formulato tale riserva.

3. Ogni Stato parte che ha formulato una riserva in conformità con le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo può in ogni tempo abolire tale riserva con una notifica indirizzata al Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 18

1. La presente Convenzione sarà aperta alla firma di tutti gli Stati fino al 31 dicembre 1990 presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York.

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. La presente Convenzione è aperta all'adesione di ogni Stato. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 19

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascuno degli Stati che ratificheranno la Convenzione o vi aderiranno dopo il deposito del ventiduesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito da parte di questo Stato del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 20

1. Ogni Stato parte potrà denunciare la presente Convenzione con una notifica scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo la data alla quale la notifica è stata ricevuta dal Segretario generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 21

L'originale della presente Convenzione i cui testi in lingua araba, cinese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che ne farà pervenire copia certificata conforme a tutti gli Stati.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi governi hanno firmato la presente Convenzione.